

LES SAKALAVA DE LA MAHARIVO :
DEUX ETUDES D'ANTHROPOLOGIE SOCIALE
A QUINZE ANS D'INTERVALLE

Emmanuel FAUROUX

A Madagascar, au cours des dernières décennies, la recherche en Sciences Sociales a subi d'importantes transformations dont les effets réels ne peuvent s'apprécier dans le court terme.

Certains traits de l'évolution récente sont, sans aucun doute, extrêmement positifs.

La recherche s'est réellement malgachisée et les jeunes générations de chercheurs nationaux donnent de très légitimes espoirs pour un avenir proche.

Par contre, les difficultés économiques qu'affronte le pays, ont de lourdes conséquences au niveau du financement des activités scientifiques : les jeunes chercheurs malgaches sont trop souvent contraints à travailler dans des conditions trop précaires pour permettre une recherche de qualité.

Pourtant, les études de Sciences Humaines n'ont sans doute jamais été aussi indispensables que dans le Madagascar des années 80. Elles permettent seules d'apprécier la vraie nature, sur le terrain, des problèmes qu'affronte le pays. Elles peuvent, seules, décrire avec précision et rigueur, les éléments de la crise sévère qui touche, à l'heure actuelle, une partie, au moins, du monde rural.

Un tel contexte de pénurie pourrait inciter au pessimisme.

Je ne serais, moi-même, pas éloigné d'éprouver ce sentiment, si je n'avais été amené, dans des conditions pour moi assez inattendues, à revenir, quinze ans après, sur un « terrain » de la côte Ouest de Madagascar.

J'ai pu ainsi constater qu'il demeurerait possible d'effectuer un véritable travail scientifique, malgré des conditions qui paraissent infiniment plus difficiles que celles d'autrefois.

La comparaison est d'autant plus probante que j'ai eu l'occasion d'effectuer, à quinze ans d'intervalle, un travail sur le même « terrain ».

La première fois, entre 1970 et 1973, dans le cadre institutionnel alors offert par l'ORSTOM, j'avais eu l'occasion de travailler en pays Sakalava, au cœur du Menabe central, à peu de distance au sud/sud-est de Morondava, dans la vallée de la Maharivo.

La seconde fois, en juillet-août 1986, dans le cadre d'une convention entre l'ORSTOM et le MRSTD sur le développement de l'élevage dans Sud-Ouest de Madagascar.

En 1970-73 comme en 1986, les conditions du travail étaient assez

représentatives de la pratique scientifique de leur époque. La comparaison de ces deux expériences très contrastées, sur un même terrain, pourrait donc être particulièrement instructive dans la perspective que s'est assignée le séminaire d'Antananarivo sur « Politique et pratique de la recherche en Sciences Sociales ».

L'Anthropologie Economique : une certaine conception de la pluridisciplinarité.

Vers 1970-73, lorsque débuta notre première étude de la Maharivo, une discipline relativement nouvelle, l'Anthropologie Economique, était en pleine expansion et attirait de nombreux jeunes chercheurs.

L'Anthropologie Economique reposait sur la découverte d'une idée qui apparaît aujourd'hui comme une évidence : dans les sociétés « traditionnelles », les phénomènes économiques font partie d'une totalité sociale dans laquelle ils se trouvent si profondément imbriqués qu'on ne saurait les étudier isolément.

Les premiers résultats, souvent spectaculaires, de l'Anthropologie Economique ont imposé l'idée que les sociétés traditionnelles avaient été, jusqu'alors, mal ou, plutôt, incomplètement étudiées. Ces sociétés sont caractérisées par l'étroitesse des interrelations qui existent entre les diverses sphères, entre des éléments qui, dans les sociétés occidentales, n'ont aucun lien. Les divisions entre disciplines scientifiques cloisonnées sont adaptées à nos sociétés modernes, mais ne permettent absolument pas de rendre compte de ces imbrications complexes. Ainsi, tout restait à découvrir, puisque, à l'exception d'un petit nombre de précurseurs, nul n'avait su jeter ce regard totalisant sur les sociétés « non modernes ».

L'Anthropologie Economique voyait ainsi s'ouvrir à elle un champ immense (toutes les sociétés traditionnelles) et elle était porteuse d'une conception entièrement nouvelle de la pluridisciplinarité, puisqu'elle constituait, en elle-même une discipline pluridisciplinaire si l'on veut bien excuser le paradoxe de cette formulation.

Notre étude de 1970-73 s'inscrivait dans le cadre d'un projet qui s'était peu à peu élaboré, autour de Jacques Lombard, et qui visait à aborder le problème du changement social sur la côte Ouest de Madagascar, et, plus précisément, dans le Menabe.

Plusieurs participants se réclamaient de l'Anthropologie Economique, mais à partir de formations initialement assez différentes (ethnologie, sociologie, économie) ; un géographe fut associé au projet, mais son intégration demeura très limitée. Il travailla cependant, un temps, dans la même région.

Pour des raisons qui mériteraient d'être analysées, mais qui sortiraient du cadre de cette étude, l'équipe ne parvint pas à véritablement déboucher sur un travail collectif. Elle devint peu à peu la simple juxtaposition d'études individuelles, portant sur des régions géographiquement voisines. Un effort a posteriori pour présenter une publication commune, ne parvint pas à masquer des ambitions initiales (cf. G. Sautter, R. Waast, E. Fauroux, B. Schlemmer... *Changements sociaux dans l'Ouest malgache*, Paris, ORSTOM, mémoire n° 90, 1980, 251 p.).

Il n'y eut donc, à aucun moment, de véritable division du travail reposant sur une quelconque spécialisation disciplinaire. Tous les équipiers cherchaient à peu près la même chose (une description des transformations économiques et

sociales), avec des méthodes assez voisines (observation-participante, recours à l'histoire par la collecte de traditions orales et, plus tard, par le dépouillement de documents d'archives), dans des domaines géographiques voisins, mais interférant assez peu.

Dans cet ensemble finalement peu cohérent et peu contraignant, il m'incombait en principe d'étudier plus précisément les transformations des activités économiques d'une région s'étendant du delta de la Morondava au nord, jusqu'à la vallée de la Maharivo au sud. La limite Est correspondait sensiblement à une droite Nord-Sud passant par le village de Bezezika, à une dizaine de kilomètres à l'ouest de Mahabo.

L'étude Maharivo de 1970-73

Les conditions concrètes rencontrées dans le déroulement de l'étude nous ont conduits à distinguer trois phases successives bien distinctes :

— un inventaire régional descriptif, fondé sur un ensemble de méthodes très proches de celles de la Géographie Humaine,

— une étude de terrain caractéristique des méthodes de l'Anthropologie Economique,

— une étude sur documents écrits (archives) et oraux (traditions orales), inspirée des techniques de l'histoire et de l'ethno-histoire.

(A.) La région de la Maharivo était très peu connue, en 1970. Aucune source écrite n'était réellement utilisable, aucun informateur connu n'était susceptible de présenter une description d'ensemble de la zone et de ses principales caractéristiques. Nous avons donc, avant toute chose, entrepris une exploration systématique de la région, en des termes que n'aurait sans doute pas reniés un géographe : localisation exacte des villages avec date de fondation et, éventuellement, dates et inventaires des divers changements de lieux, description sommaire des villages et des terroirs, composition ethnique et lignagère des unités d'habitat, flux (produits, main-d'œuvre...).

Sur les bases de cette description précise, il fut possible de choisir avec une certaine rigueur les localisations des monographies envisagées pour la suite de l'étude.

(B.) Les études de terrain furent réalisées sur la base de ce que nous avons appelé une observation-participante extensive, caractérisée par des séjours d'assez longue durée (deux à trois mois) dans plusieurs villages importants. Au terme de chacune de ces micro-études, un nouveau village était abordé, mais les liens n'étaient pas rompus avec les villages déjà étudiés (retours épisodiques, contacts réguliers avec des informateurs privilégiés...). En tout une dizaine de villages firent ainsi l'objet de petites monographies, dont la moitié, à peu près, dans la Maharivo, et l'autre moitié dans la vallée de la Morondava.

Tout ce travail de terrain a été effectué par le binôme chercheur-assistant, avec le souci (qui caractérisait alors l'Anthropologie Economique) de ne pas isoler les phénomènes économiques des autres aspects de la vie sociale.

(C.) L'étude sur documents s'est déroulée principalement en France (Archives d'Aix-en-Provence, de la rue Oudinot, du port de Lorient, de l'état-major

de l'Armée de Terre à Vincennes, de la Marine...). Son importance n'était pas prévue au départ, puisqu'elle n'était conçue que comme un simple complément. En réalité, son intérêt s'est révélé essentiel, notamment pour le repérage et la description des principaux mécanismes de transformation qui ont marqué, au cours du XX^e siècle, les formes d'adaptation de la société Sakalava aux conditions imposées par la colonisation.

Esquisse d'un bilan de l'étude Maharivo de 1970-73

Avec le recul du temps, certains résultats paraissent intéressants : nous les avons présentés dans un article-bilan publié en 1977 (La Formation Sociale Sakalava dans les rapports marchands : pour l'introduction de la dimension historique dans les études d'Anthropologie Economique, in *Cahiers ORSTOM, sér. Sc. Humaines*, vol. XIV, n° 1, 1977, pp. 71-81). Pourtant, bien des choses auraient pu être considérablement améliorées.

L'approche en termes d'Anthropologie Economique, malgré son intérêt très réel, ne pouvait constituer à elle seule une approche pluridisciplinaire suffisante. Beaucoup de dimensions ont ainsi manqué à ce travail : une véritable analyse géographique des terroirs et de l'habitat, une bonne enquête ethnographique pour une description plus rigoureuse de la vie cérémonielle des communautés observées, des incursions dans le domaine de l'idéologie...

La durée de l'enquête sur le terrain (trois saisons sèches consécutives) paraît énorme par rapport aux exigences actuelles. On la doit, sans doute aux lenteurs inhérentes au fonctionnement, parfois laborieux (et, en tout cas, peu efficace dans la gestion du temps) de l'équipe chercheur-assistant. Une équipe à peine plus nombreuse, mais fondée sur des relations égalitaires, et composée d'éléments appartenant à plusieurs disciplines, aurait, sans doute, obtenu des résultats plus probants en moins de deux saisons sèches.

Le traitement de l'information, la réflexion sur les matériaux et la rédaction se sont, enfin, déroulés dans une ambiance de total isolement scientifique. Aucun retour sur le terrain n'était possible lorsque de nouvelles interrogations étaient formulées, aucun véritable débat n'est venu enrichir ou nuancer les points de vue exprimés.

Les conditions de l'étude de 1986 nous ont mieux fait réaliser les inconvénients de cette situation.

(A.) Le séjour sur le terrain ne dura que six semaines, environ. En raison de contraintes diverses, seule une petite minorité d'équipiers eut la possibilité de rester durant toute la période. La majorité ne put rester que trois semaines, certains quelques jours à peine. En tout, 170 jours/chercheurs.

Les conditions de travail en équipe permettent une efficacité et une productivité inaccessibles, sans doute, au chercheur isolé. L'expérience semble démontrer que vingt jours/chercheurs produits par une équipe de 5 personnes pendant quatre jours, sont nettement plus productifs que ceux effectués par un chercheur seul travaillant pendant vingt jours, à condition que les problèmes de pénétration soient résolus (ce qui était le cas dans la Maharivo en 1986).

Un groupe absorbe, sans en souffrir, l'éventuelle lassitude d'un équipier ou sa défaillance momentanée. Un individu isolé doit absolument intégrer sa fatigue et ses conditions de moral dans l'élaboration de son plan de travail, étant bien

entendu, d'autre part, qu'un individu isolé est plus vulnérable et plus accessible à des fluctuations dans le niveau de ses motivations.

Dans les conditions très favorables d'un groupe animé d'une excellente dynamique collective, les 170 jours/chercheurs effectivement consacrés à l'étude de la Maharivo prennent toute leur valeur, et soulignent que la somme totale du travail fourni est loin d'être négligeable malgré l'apparente brièveté de l'opération.

(B.) La collaboration pluridisciplinaire fut, en 1986, beaucoup plus effective qu'en 1970-73. L'équipe comptait un anthropologue-économiste, un socio-économiste, trois géographes, une ethno-historienne, une traditionniste ainsi que trois spécialistes de la civilisation malgache.

En fait, tous travaillèrent sur tout.

D'un commun accord, il fut décidé de mettre en commun l'ensemble du potentiel de réflexion du groupe sur tous les phénomènes étudiés sans établir de quelconque frontière fondée sur une spécialisation disciplinaire. Seule restriction à cette règle : les géographes furent chargés des tâches de cartographie (terroirs, villages, micro-région, et la traditionniste se spécialisa plus que les autres dans la collecte des récits, des contes et des *tapasiry* pour laquelle un certain capital de savoir spécifique est nécessaire car tout n'est pas également intéressant dans ce domaine.

Les enquêtes étaient généralement menées par équipes de deux (l'un questionne, l'autre note ou manœuvre le magnétophone ou observe des détails qui peuvent échapper à celui qui dirige l'interview). Le soir, toutes les équipes se retrouvaient et confrontaient l'ensemble de leurs résultats, signalaient les difficultés rencontrées, décrivaient les solutions élaborées... Tous devaient prendre part à la présentation, exposer leurs connaissances sur la question débattue, suggérer de nouvelles interrogations, ou d'autres manières d'envisager la poursuite du thème, apporter de nouvelles solutions. Les barrières disciplinaires furent alors totalement oubliées, sans qu'il ait été nécessaire de faire un véritable effort en ce sens. Dans ces conditions, l'enrichissement des informations initiales par la réflexion collective fut réellement considérable.

(C.) L'intérêt évident de cette forme de réflexion a poussé le groupe à envisager une rédaction collective. Les conditions d'éparpillement géographique dans lesquelles se sont trouvés les équipiers au terme de l'étude ont imposé les solutions suivantes.

Un accord s'est fait sur un plan d'ensemble. Chacun des équipiers « seniors » s'est vu confier la rédaction d'une partie de l'ensemble. Pour cela, il a centralisé toutes les fiches individuelles élaborées pendant l'étude, portant sur le thème. Il a alors rédigé un ensemble de textes synthétisant le contenu de ces fiches. Ces textes, soumis à la lecture critique de tous les autres participants, est devenu le texte définitif.

Les principaux résultats

La brièveté de l'enquête imposait d'en limiter les objectifs. Compte tenu du thème général de la Convention, nous avons concentré notre attention sur les changements intervenus au niveau de l'élevage et sur les conséquences directes de ces changements dans tous les registres où ils s'exerçaient.

Il fut décidé de ne pas considérer le travail comme une simple actualisation de ce qui avait été fait en 1970-73. Prolonger purement et simplement les observations effectuées alors risquait de donner trop d'importance aux phénomènes déjà repérés et de sous-estimer ceux qui n'existaient pas alors ou qui étaient demeurés inaperçus. Il fut donc demandé à une partie de l'équipe de ne pas prendre connaissance des documents issus de l'enquête de 1970-73, ou, du moins, de n'en prendre connaissance qu'au moment de la rédaction.

On ne peut, dans le cadre très limité de cette communication, présenter en détail les résultats obtenus.

En résumant à l'extrême, le fait nouveau essentiel, depuis 1973, est constitué par l'apparition d'une grave insécurité dans une région qui fut longtemps très mal contrôlée, mais qui n'avait pas connu de situation comparable depuis la fin du XIX^e siècle.

Cette insécurité s'exprime par une telle recrudescence des vols de bœufs que c'est la survie même de l'élevage, dans la Maharivo et dans les régions voisines, qui est en question.

Cette situation débouche sur diverses conséquences importantes :

- les techniques pastorales sont en cours de transformation ;
- pour compenser les pertes de revenus liées au déclin de l'élevage, la riziculture se développe, chez les Sakalava eux-mêmes, qui, pourtant, autrefois, manifestaient peu d'intérêt et peu de compétence pour cette activité ;
- les bœufs sont devenus suffisamment rares pour mettre en cause le bon déroulement des activités cérémonielles ; l'institution lignagère elle-même se trouve ainsi en crise, et on voit se développer certaines formes de contestation du pouvoir autrefois détenu par le *mpitoka hazomanga*, le chef de lignage.

(A.) En 1986, les difficultés de l'élevage sont, comme toujours, liées aux épizooties, à la sécheresse, aux conflits avec les agriculteurs... Mais le vrai problème, depuis la fin des années soixante-dix, est lié à l'ampleur catastrophique des vols de bœufs. Le phénomène a toujours existé à l'état endémique, mais il ne conduisait, au pire, qu'à un modeste écrémage des troupeaux.

Les vols sont notamment aggravés par l'existence d'une structure clandestine de commercialisation des bœufs volés qui atteint une réelle efficacité. Grâce à celle-ci, les voleurs ont un moyen sûr d'écouler rapidement leur butin. Dans ces conditions, les voleurs sont de plus en plus nombreux : des bandes organisées, des jeunes gens désireux de s'affirmer, mais aussi toute personne qui a un urgent besoin d'argent, ou qui désire se venger d'un ennemi, ou compenser une perte subie.

Il ne s'agit plus alors d'un simple écrémage, mais d'un pillage systématique. L'un des villages étudiés disposait de 2 000 bœufs, environ, en 1973 ; il n'en a plus que 500 environ, pour une population assez sensiblement supérieure. Trois cents appartiennent, d'ailleurs, au même segment de lignage, ce qui ne laisse que 20 bœufs pour tous les autres habitants.

La crainte de l'action des *malaso* (nouveau terme pour désigner les voleurs de bœufs) paraît engendrer deux stratégies contradictoires de la part des propriétaires de troupeaux.

Certains construisent des parcs, à proximité immédiate du village, ou dans

le village lui-même, et organisent un système de surveillance ; les bœufs ne s'éloignent du parc que solidement gardés ; on tend à regrouper les troupeaux de plusieurs lignages pour en assurer le gardiennage dans de meilleures conditions...

A l'opposé, certains ont choisi de donner encore plus de liberté à leur bétail en le laissant quasiment retourner à l'état sauvage. Le raisonnement est le suivant : des bœufs quasi sauvages se laissent difficilement approcher par des inconnus et, en tout cas, sont trop rebelles pour se laisser conduire, en troupeau, par d'éventuels voleurs. De cette façon, on ne court le risque que d'être volé de quelques unités, et non, comme cela se produit parfois dans les parcs villageois, de plusieurs dizaines d'unités à la fois.

(B.) Les grands troupeaux errant en quasi-liberté dans les immenses pâturages de l'Ouest malgache constituaient la base de la relative prospérité de l'économie Sakalava. La chute brutale de la dimension des troupeaux constitue un coup porté au cœur même de cette prospérité.

Dans la Maharivo, l'une des solutions de remplacement a été cherchée dans le développement de la riziculture, à la fois pour satisfaire les besoins de monnaie (le paddy joue un rôle de quasie-monnaie dans les échanges locaux) et pour modifier les habitudes de consommation : le riz a pris, depuis 1973, une part prépondérante dans l'alimentation quotidienne des Sakalava de la région.

Les procès de travail liés à la riziculture ont conduit inévitablement à une transformation des rapports de production traditionnels. Avoir des bœufs, c'est aussi avoir la possibilité de faire piétiner les rizières. Si l'on n'a pas de bœufs, il faut en louer, fort cher, car la demande est plus importante que l'offre.

La riziculture apparaît ainsi comme moyen de résoudre une partie des problèmes de survie qui se posent au groupe. Mais cette solution tend à renforcer le pouvoir économique et social de ceux qui sont restés détenteurs de nombreuses têtes de bétail. On constate d'ailleurs — sans qu'il soit possible d'en tirer d'autre conclusion — que ce sont souvent les plus gros troupeaux qui sont le moins touchés par les vols.

Une différenciation aux profondes racines tend ainsi à s'introduire dans une société qui paraissait beaucoup plus homogène, il y a une quinzaine d'années.

(C.) La nouvelle rareté des bœufs ne permet plus au jeu cérémoniel traditionnel de fonctionner selon sa logique ancienne. En l'absence d'un nombre suffisant de bêtes, il faut parfois différer une cérémonie, ou se résoudre à sacrifier une bête ne présentant pas toutes les caractéristiques exigées par les ancêtres...

Les *mpitoka hazomanga* ne peuvent plus assurer de manière satisfaisante le fonctionnement des cérémonies lignagères ; ils perdent ainsi une partie de leur autorité. Cela ne semble pas, cependant, favoriser un processus d'essaimage, comme cela aurait été le cas il y a une quinzaine d'années, car aucune solution ne permet de reconstituer un troupeau à partir d'initiatives individuelles.

Les *ombiasy*, par contre, n'ont jamais bénéficié d'une situation aussi favorable et d'un pouvoir aussi réel. Futurs voleurs et volés potentiels s'adressent, en effet, à eux pour prendre les mesures susceptibles s'assurer leur protection. Toute montée de l'angoisse collective (parfois savamment entretenu ou même provoquée) renforce la position de l'*ombiasy* qui détient beaucoup des clés de la tranquillité publique.

(D.) Un autre fait majeur semble avoir marqué la région étudiée au cours des quinze dernières années. A la suite de tout un ensemble de transformations politiques subies par le pays depuis 1972, tout se passe comme si les liens qui unissaient le *fanjakana*, l'administration au sens large, aux communautés locales, s'étaient peu à peu relâchés, au point de disparaître presque totalement. Les infrastructures se sont dégradées et ont cessé d'être entretenues, les bâtiments administratifs se sont délabrés, l'impôt n'est plus perçu, les rares fonctionnaires locaux ne se distinguent plus du reste de la population, tant ils doivent, pour survivre, agir comme les autres villageois, assurer leurs propres cultures et leur élevage de basse-cour.

Les pouvoirs locaux, dans ces conditions, ont repris une consistance qu'ils avaient perdue il y a une quinzaine d'années. Des pouvoirs traditionnels, qui étaient en totale décadence ont repris vie.

Le renouveau de l'importance politique et sociale du « prince » de Betoboro en est un excellent exemple.

Le grand roi Sakalava, Andriamandazoala, aurait eu deux fils. L'un d'eux, Andriamisara aurait renoncé au trône au profit d'Andriamandresy qui se trouva à l'origine de la lignée des rois qui régnèrent sur le Menabe. Andriamisara aurait alors fixé sa résidence sur les bords de la Maharivo, à Betoboro, où sa descendance a continué à vivre jusqu'à l'époque actuelle.

En 1973, le prince descendant d'Andriamisara avait perdu toute importance et ne se distinguait guère des autres paysans. Depuis lors, il a pris épouse dans un lignage riche et acquis un important troupeau qui lui a permis de faire restaurer le *zombe*, où sont conservés les reliques d'Andriamisara et ses *aoly* (talismans). Dans le contexte général d'anxiété liée à l'insécurité, les *aoly* d'Andriamisara ont trouvé un regain de faveur et leur protection est tout particulièrement recherchée. Le prince, intermédiaire nécessaire entre les *aoly* et les personnes qui cherchent une protection, a vu son influence croître de façon spectaculaire. Celle-ci s'exerce très fortement dans une zone dont le rayon dépasse une cinquantaine de kilomètres autour de Betoboro.

En fait, dans la vallée de la Maharivo, tout se passe, actuellement, comme si les diverses unités locales (gros villages ou petits villages unis par des liens privilégiés) avaient acquis, au cours des dernières années, une réelle autonomie. Chaque unité paraît, aujourd'hui, très indépendante par rapport au pouvoir central, mais aussi beaucoup moins liée à ses voisines. Un tissu social inter-villageois, autrefois relativement dense, est en train de se transformer en un archipel aujourd'hui les villages comme autant d'îlots, de plus en plus isolés les uns par rapport aux autres. Les pouvoirs traditionnels retrouvent ainsi les sources d'une nouvelle vigueur, dans les vides béants laissés au niveau du pouvoir local.

Esquisse d'un bilan

Les conditions de l'étude Maharivo sont trop particulières quant à la pratique de recherche, pour conduire à des conclusions généralisables : on n'a pas toujours l'occasion de revenir sur un terrain ancien, en disposant d'emblée d'une information complète qui a seulement besoin d'être actualisée.

Il est, de plus, prématuré d'effectuer un bilan à propos du contenu de l'étude

alors que le texte issu de ce travail n'est pas encore terminé (*Le bœuf dans la vie économique et sociale de la vallée de la Maharivo*, à paraître dans les *Travaux et Documents* de l'ORSTOM, en 1987).

Pourtant, certains traits positifs de l'expérience apparaissent déjà avec une réelle netteté. On pourrait les regrouper autour d'un petit nombre de points essentiels :

- une dynamique collective de recherche ;
- l'association, au sein de cette dynamique, de jeunes chercheurs et de chercheurs confirmés ;
- une pratique pluridisciplinaire ne se fondant pas sur un découpage arbitraire de la réalité.

(A.) L'absence de moyens matériels importants (brièveté de l'étude, matériel de terrain précaire ou insuffisant, un seul véhicule en mauvais état de marche...) a été plus que compensée par l'aspect collectif de la démarche, qui en a assuré la rentabilité, faible coût par chercheur de l'opération, les frais fixes inévitables étant divisés en un nombre important de parties prenantes, mais elle en a aussi assuré, dans une certaine mesure, la validité scientifique. Tout se passe comme si la somme des observations simultanées de plusieurs chercheurs élargissaient la vision d'ensemble du groupe jusqu'à un point qu'un chercheur isolé aurait mis plus longtemps à atteindre. Il y a, dans la confrontation d'impressions et de sensibilités diverses un élément stimulant, une faculté de rebondissement de la réflexion, une tendance spontanée du groupe à un certain bon sens et à l'élimination rapide de fausses pistes dans lesquelles un chercheur isolé pourrait avoir plus facilement tendance à se perdre.

Ces qualités d'un groupe fonctionnant bien se retrouvent sans doute avec plus de netteté encore au moment de la rédaction collective, qui permet d'éviter ces impasses dans lesquelles s'enferme souvent, bien involontairement, un rédacteur isolé, alors que dans un collectif la solution apparaît souvent en toute simplicité.

(B.) L'association étroite, sur le terrain, de chercheurs à peine débutants, mais très motivés (leur recherche personnelle recevait une très forte impulsion grâce à ce travail), et de chercheurs confirmés, est apparue d'emblée infiniment plus productive, plus saine et plus dynamique, que l'ancienne association unissant un chercheur-penseur à un enquêteur-tâcheron. Chaque groupe de deux équipiers associait, généralement, un « senior » et un débutant, dans des conditions laissant à ce dernier toute son initiative et tout son esprit créatif. Seule réserve à cette association heureuse : il est apparu nécessaire de ne confier aux jeunes chercheurs que la rédaction des fiches dites individuelles, directement issues de l'observation de terrain. Les fiches de synthèses, intégrées dans le texte final, ont été réservées aux chercheurs confirmés, ou ont dû être réécrites par ceux-ci afin de maintenir une forme de qualité.

Par contre, la lecture critique des textes définitifs par les « jeunes » chercheurs a souvent permis un réel enrichissement.

(C.) La pratique pluridisciplinaire, telle qu'on l'a définie, a elle aussi donné d'excellents résultats qui seraient sans doute renouvelables dans des expériences analogues.

L'idée qui semble s'être imposée est à peu près la suivante. La pluridisciplinarité ne doit pas s'exprimer par un découpage arbitraire de la réalité, mais par la confrontation de sensibilités différentes dans l'approche des mêmes phénomènes.

Certains profits paraissent plus particulièrement utiles dans ce type d'expérience. Un géographe très ouvert aux problèmes humains, un ethnologue traditionnel, un ethno-historien, un anthropologue-économiste... mais tous auront à connaître de tout, même s'il peut paraître incongru, en première analyse, qu'un géographe établisse des généalogies, ou qu'un économiste cherche à décrire méticuleusement un rituel.

L'intérêt de ces transgressions est double. Le groupe bénéficie du regard neuf du non-spécialiste, et celui-ci comprend, très concrètement pourquoi sa discipline ne saurait lui suffire pour appréhender les phénomènes offerts à son observation.

*
**

L'expérience réalisée en juillet-août 1986 sur les rives de la Maharivo n'autorise aucune généralisation hâtive. Pourtant, elle laisse entrevoir que, malgré des conditions de travail parfois très précaires, la richesse du matériel humain autorise, sans doute, un relatif optimisme.

La pénurie généralisée impose cependant de ne pas gaspiller ce potentiel réel et, peut-être, de faire plus qu'ailleurs appel à l'imagination et à des solutions encore inédites.